

## Urgence climatique

## La Suisse prête à faire un pas pour sauver les glaciers

**Ce mercredi, le National devrait confirmer le contre-projet à l'initiative sur les glaciers, qui prévoit 2 milliards pour remplacer les chauffages.**

Julien Wicky

Un an après le rejet de la loi CO<sub>2</sub> par le peuple, le Conseil national n'est plus qu'à quelques votes de se doter d'un texte qui fixe la sortie des énergies fossiles d'ici à 2050. Après quatre heures de débat mardi, la séance sur le contre-projet à l'initiative sur les glaciers a été suspendue après les dernières interventions des différents groupes. Mais les fronts semblent clairs.

L'initiative entend fixer dans la Constitution l'objectif de zéro émission de CO<sub>2</sub> nette en 2050 avec une interdiction linéaire des combustibles fossiles. Le projet débattu conserve l'objectif, mais renonce à ce dernier point. Pour y pallier, il propose des objectifs chiffrés dans le temps et par secteur. Mais il débloque surtout une enveloppe de 3,2 milliards de francs.

Dans le détail, un crédit de 1,2 milliard sur six ans ira aux entreprises pour encourager les technologies innovantes. Un autre, de 2 milliards sur dix ans, servira au remplacement des chauffages à gaz et à mazout. «Le rejet de la loi CO<sub>2</sub> n'a pas fait disparaître l'urgence climatique. Il n'y a plus une minute à perdre et pour chaque chauffage fossile qu'on installe, on en reprend pour 25 à 30 ans», alerte Roger Nordmann (PS/VD).

### L'UDC fait bloc

Seule l'UDC annonce faire bloc contre ces crédits. Le texte paraît néanmoins en bonne voie car toutes les tentatives agrariennes d'affaiblir le projet ont été balayées ce mardi. «C'est disproportionné et inacceptable du point de vue des dépenses publiques. Aujourd'hui déjà, l'installation de pompes à chaleur fait face à une rupture de stock et à une pénurie de personnel. C'est la preuve que, même sans ces mesures, chacun y participe à son rythme, selon ses possibilités», résume l'élu fribour-



L'initiative pour les glaciers (ici, celui du Rhône) pourrait être retirée si le projet est adopté par les Chambres tel que prévu. LAURENT GILLIERON/KEYSTONE

«Il est temps d'avoir une approche pragmatique et non pas partisane. Toutes les mesures ne sont pas conformes avec le libéralisme mais il faut que nous réduisions la consommation d'énergie fossile.»

Matthias Jauslin, conseiller national (PLR/AG)

geois Pierre-André Page. Les élus agrariens ont tenté de rallier les libéraux-radicaux en rappelant que cette loi relevait de «l'économie planifiée».

Mais au PLR, justement, l'idéologie marque le pas sur la nécessité d'agir pour le climat. «Il est temps d'avoir une approche pragmatique et non pas partisane. Toutes les mesures ne sont pas conformes avec le libéralisme, mais il faut que nous réduisions la consommation d'énergie fossile», reconnaît Matthias Jauslin (PLR/

AG), qui précise toutefois que son groupe est partagé.

### Initiative retirée?

Co-initiant de l'initiative sur les glaciers, Marcel Hänggi n'est pas trop inquiet et envisage même un retrait de l'initiative. «La décision reviendra au comité, mais nous sommes plutôt satisfaits de ce projet s'il n'est pas affaibli mercredi ou par le Conseil des États», nous confie-t-il.

Symboliquement, c'est aussi la première fois que l'objectif de zéro émission nette sera inscrit dans une loi. Sur ce point, l'UDC voit un «bricolage» pour satisfaire les initiants. Le parti dénonce le retour «par la fenêtre», des mesures rejetées par la porte par le peuple l'an dernier. Des mesures qui ne «sauveront pas un millimètre de glacier», selon l'élu valaisan Michael Graber.

### Pas de serrage de vis

Dénonçant «l'irresponsabilité et l'incohérence» de l'UDC, les Verts tentent, eux, de serrer la vis en ajoutant des objectifs plus stricts pour l'aviation et des prescriptions plus rigides pour la place financière ou les nouveaux véhicules. Ils espéraient aussi ramener l'objectif de réduction à 2040.

«Ce n'est ni symbolique ni idéologique, c'est vital. Il faut aller beaucoup plus vite et donner une réponse à la hauteur des en-

jeux. Arrêtons de nous conforter dans la paresse du fossile», appelle Delphine Klopfenstein Brogini (Les Verts/GE).

Mais les propositions des Verts n'ont pas eu plus de succès que celles de l'UDC. Le parlement tient à un projet de compromis et les élus du Centre ont notamment joué les arbitres. «Nous nous opposons fermement à tout affaiblissement ou relativisation et nous rejetons aussi les accélérations irréalistes. C'est une loi qui s'appuie sur des bases scientifiques et il faut du temps», souligne la Fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach. Les mesures, elles, se trouveront dans la prochaine mouture de la loi sur le CO<sub>2</sub> qui sera dévoilée à l'automne.

Sauf surprise, le projet devrait donc passer la rampe mercredi avant un débat aux États qui devrait avoir lieu rapidement. Et si l'UDC s'est isolée un peu plus sur la question climatique, elle a posé ses pions sur sa grande bataille à venir qu'est l'approvisionnement électrique.

«Ces mesures demanderont plus d'électricité, or, il y a dix jours, on évoquait le risque de rationnement. La population n'a pas peur du changement climatique, elle a peur de la panne d'électricité», affirme l'agriculteur Albert Röstli. «C'est un prétexte pour ne rien faire pour le climat», répond Marcel Hänggi.